

Séance publique du 17 juin 2013

La Catalogne aujourd'hui

par Macia ALAVEDRA
ancien ministre de Catalogne, conférencier invité

Présentation du conférencier

par François BEDEL GIROU DE BUZAREINGUES

Monsieur Macia Alavedra,

Si nous étions encore aux clos Saint-Jean de l'Aiguelongue, lorsque je m'occupais des vignes de mon père alors que vous arriviez chez votre beau-frère Monsieur Jacques Durand, aux portes mêmes de Montpellier, je vous aurais dit à la manière de Bruyas, saluant Gustave Courbet : "Bonjour Monsieur Alavedra". Si nous étions à Barcelone à l'Illustrissimo Collegio Dos Abogados de Barcelone où j'ai si souvent pris la parole ou encore au siège de la Generalitat où j'ai eu l'honneur d'être reçu il y a 30 ans par le président Jordi Pujol, je vous aurais dit : "Monsieur le Ministre", mais nous sommes aujourd'hui en un lieu académique : les usages, le protocole et la tradition veulent que je vous appelle Monsieur.

C'est chose faite.

Vous êtes avant tout un Catalan, un Catalan de Barcelone.

Né à Barcelone le 24 mars 1934, deux ans avant le début de la guerre civile, fils d'un grand Catalan, Juan Alavedra, poète, journaliste, directeur de théâtre, homme politique, écrivain, conférencier, puis fondateur avec le président Company de l'Etat catalan, vous avez émigré en France, terre d'accueil, s'il en est, après la victoire du Général Franco en 1939.

Ami inséparable du grand maître Pablo Casals, citoyen à part entière de Prades (P.O.), homme politique à l'âge de 18 ans, membre et militant du parti nationaliste catalan, fondateur du parti de la gauche démocratique de Catalogne, fusionnant ensuite avec Convergencia, élu député de la province de Catalogne au parlement espagnol de Madrid en 1977, réélu en 1979, co-auteur du statut d'autonomie de la Catalogne et de sa constitution votée en 1979, membre du parlement catalan, dès 1979, et porte parole de la Majorité jusqu'en 1982, ministre du gouvernement dès après l'élection de Jordi Pujol à la présidence de la Generalitat, ministre de l'intérieur en 1982 et 1984, ministre de l'industrie et de l'énergie de 1987 à 1989, ministre de l'économie et des finances de 1989 à 1997.

Quel parcours !

Votre nièce, notre distinguée et excellente confrère, Madame Gemma DURAND dit de vous : “Macia Alavedra fait aujourd’hui partie des grands hommes qui ont donné à la Catalogne l’identité qui est la sienne”.

J’avais donc raison de dire au début de cette présentation : “vous êtes avant tout catalan”. Nul autre, aussi bien que vous ne pouvez aujourd’hui mieux parlé de la Catalogne.

Ici, en Languedoc, vous n’êtes pas en terre étrangère pour faire écho au poème célèbre de votre père devenu Oratorio “El poema del Pessebro”.

“Quand s’achèvera si longue galère en terre étrangère”.

Mais au pays de Marie de Montpellier, comtesse de Barcelone, il n’y a plus de Pyrénées, avait osé dire en l’année 1700, un ambassadeur d’Espagne.

Vous êtes donc ici chez vous Monsieur, nous sommes impatients de vous écouter.

La Catalogne aujourd'hui

**par Macia ALAVEDRA
ancien ministre de Catalogne, conférencier invité**

MOTS-CLÉS :

Catalogne - Indépendance catalane - Autonomie catalane - Référendum - Identité catalane - Statut d'autonomie.

RÉSUMÉ

La Catalogne est aujourd'hui une communauté autonome dans l'État espagnol. Elle a sa propre démocratie intérieure. Ses compétences autonomes sont inscrites dans sa constitution, le "Statut d'autonomie" : elles concernent l'éducation, la santé, le droit, la police et la culture. Le catalan est sa langue propre, mais avec l'espagnol elle possède deux langues officielles. Dans les années 80, l'Espagne a réussi brillamment la "transition" c'est-à-dire le passage d'une dictature sanglante à une démocratie apaisée. Les Catalans ont accepté une autonomie dans la constitution. Mais aujourd'hui la Catalogne, région riche et puissante est mise en danger (chômage, pauvreté) par une répartition déséquilibrée des richesses entre les régions. Alors cette autonomie ne suffit plus aux Catalans et ils réclament l'indépendance.

Forts d'un esprit de nation, forts du souvenir d'une indépendance et d'une puissance du temps de la Confédération Aragonaise, forts d'une identité affirmée, les Catalans descendent dans la rue. Mais face au refus de Madrid et par la voix de leur président, ils tentent d'obtenir le droit à un référendum.

Mesdames, Messieurs, monsieur le Bâtonnier évoquait mes ans de jeunesse mais de nombreuses années sont passées depuis que je suis arrivé à pied, à l'âge de cinq ans, en janvier 1939.

Monsieur le Président, Monsieur le secrétaire perpétuel, autorités présentes dans la salle, Monsieur le vice-président du Conseil Régional, Madame et Monsieur les députés, Monsieur l'adjoint au maire, Monsieur le vice-doyen de la Faculté de Médecine, Monsieur le Consul d'Espagne à Montpellier, cher ami de jeunesse que je suis très heureux de retrouver, et qui est, précisons-le, consul de l'État espagnol – car aujourd'hui où l'on parle des difficultés de la Catalogne avec l'État espagnol, il est important de distinguer la présence du consul de l'État espagnol à Montpellier – tout d'abord je suis très reconnaissant d'avoir été invité par votre Académie dans cette salle de la faculté de Médecine illustre et riche de souvenirs historiques. Je suis également très heureux de donner cette conférence dans cette ville de Montpellier qui est liée à ma famille et dans laquelle j'ai d'excellents souvenirs. J'ai vécu dix ans en France, dans le sud, en Roussillon, à Prades exactement. Plus tard, après mes études universitaires faites à Barcelone, je suis revenu souvent, pour des séjours professionnels, à Paris. En général – et beaucoup d'exilés politiques pensent ainsi – nous

avons été bien accueillis. Nous qui étions jeunes, nous avons été bien formés par la France, avec ce système d'éducation de l'époque qui à mon avis était excellent, et par conséquent je suis toujours heureux de revenir dans ce pays.

La France est un pays qui, politiquement, est très éloigné de la description que je vais faire de la Catalogne, et pour un français, citoyen d'un état plus ou moins centralisé, à l'esprit cartésien, il est probable que ma conférence paraîtra surréaliste. Cependant je vais essayer, ce qui est toujours difficile lorsque l'on parle de politique, d'être objectif et de ne pas tomber dans des exaltations patriotiques !

La situation actuelle de la Catalogne intéresse l'Europe et plus particulièrement certains pays comme la Grande Bretagne par exemple, qui a des problèmes de référendum quant au futur de l'Écosse et les journaux anglais commentent souvent la situation de la Catalogne.

Tout d'abord je dois définir la Catalogne.

On peut la définir de plusieurs manières et j'aborderai d'abord le **plan géographique**.

Elle est limitée par les Pyrénées au nord et par la côte à l'est. Elle a 500 km de côtes qui lui donnent un grand avantage sur le plan touristique, nous y reviendrons lorsque nous parlerons d'économie. Sa superficie est de 32 000 km², ce n'est pas un grand pays, et sa population est de 7 millions et demi d'habitants. À propos de ces 7 millions et demi d'habitants, je souhaiterais m'arrêter un instant. La Catalogne que nous gouvernions en 1980 comprenait 6 millions d'habitants et une moitié était constituée de Catalans d'origine alors que l'autre moitié était constituée d'andalous et de fils d'andalous issus de l'immigration. Face à cette situation d'emblée difficile, nous avons considéré que nous étions un seul peuple, peuple de Catalans d'origines diverses et que nous allions construire tous ensemble le futur de la Catalogne. Aujourd'hui ce problème est dépassé, l'immigration intérieure de l'Espagne s'est interrompue et nous formons un peuple de Catalans. Les choses ensuite se sont compliquées parce que est arrivé un million d'immigrants, nord-africains, pakistanais, indiens, roumains, bulgares... ainsi qu'une immigration provenant de pays développés (les Italiens, par exemple, sont très nombreux chez nous). Tout le monde a été bien accueilli mais il est important de considérer la réalité de cette situation dans des moments difficiles comme ceux que vit la Catalogne aujourd'hui.

La Catalogne est formée par quatre provinces qui sont les provinces de Barcelone, de Gerone, de Lleida et de Tarragone.

La deuxième manière de définir la Catalogne est **historique**. La Catalogne a fait partie de la Confédération Aragonaise, c'est la raison pour laquelle on nous considère parfois comme des aragonais. Sans m'entretenir d'histoire longuement, je dois revenir sur certains points. Lorsque la Catalogne faisait partie de l'empire de Charlemagne, elle s'appelait la "Marca Hispanica". Le comte de Barcelone gouvernait. En se mariant avec la fille du roi d'Aragon il est devenu roi d'Aragon. Au sein de ce royaume d'Aragon, la Catalogne était puissante, c'est elle qui avait le pouvoir parce que là était la capitale, parce que les rois étaient catalans, parce qu'ils parlaient et écrivaient le catalan. Il est important de souligner cela. Nous appartenions à la couronne d'Aragon sous la forme d'une confédération: la Catalogne, Aragon, Valence, les îles Baléares et plus tard le Roussillon avaient leur autonomie absolue, leur indépendance à l'intérieur de cette confédération. En Europe il existe aujourd'hui une seule confédération qui est la Suisse. La Catalogne a été très

puissante en Méditerranée. La Corse, la Sardaigne, la Sicile, le royaume de Naples, Athènes ont été parmi ses possessions. Après avoir été une puissance comparable à Gènes ou à Venise, elle a connu ensuite une déchéance, mais de cette époque résulte le fait que la Catalogne a gardé un esprit de nation. Le royaume d'Aragon s'est associé au royaume de Castille par l'union de Fernando et Isabel. Ils ont fait la conquête de l'Amérique et la Catalogne a été englobée dans cet empire puissant qu'était l'empire espagnol. Elle a alors perdu sa force et son pouvoir mais pas sa personnalité ni son identité parce qu'elle a toujours conservé sa langue et sa volonté d'être qui perdure encore aujourd'hui. Cet aspect historique explique que la Catalogne porte toujours en elle le souvenir de cette indépendance passée. Sa culture, son droit – qui lui est propre –, sa langue, forment son identité, la constituent.

Une autre définition de la Catalogne est la définition **politique**. La Catalogne d'aujourd'hui s'est bâtie sur la démocratie espagnole, selon la constitution de 1979. La transition, le passage de la dictature à la démocratie, a été une période que je considère – peut-être parce que je l'ai vécue – comme brillante. Elle s'est faite sans guerre, sans conflits – excepté le conflit des Basques et de leur organisation terroriste ETA. Malgré des forces politiques aussi opposées que les communistes de Carrillo et les néo-franquistes de Suarez, grâce à la personnalité du roi, on a réussi sans violence à passer d'une dictature aussi terrible que celle du général Franco à une démocratie. Et en 1986 nous sommes entrés dans l'Union Européenne, dans laquelle nous sommes toujours. Ceci a représenté un consensus considérable car personne ne voulait reproduire les erreurs qui avaient abouti à la guerre civile. Toutes les parties sont restées modérées, les communistes ont accepté la monarchie et le drapeau espagnol, les nationalistes catalans ont accepté une autonomie dans la constitution, les nationalistes basques également, la droite a perdu beaucoup de ses privilèges, bref tout le monde a fait un effort pour aboutir à l'établissement de la constitution. Cette constitution fixe un état démocratique avec un chef d'état qui est le roi d'Espagne, qui n'est pas un roi autoritaire. C'est un roi constitutionnel qui ne gouverne pas. Les élections ont porté au pouvoir dans un premier temps Suarez, un néo-franquiste qui a été un des pères de la démocratie espagnole – et tout le monde aujourd'hui le reconnaît – puis Felipe Gonzalez qui a été un socialiste modéré. Il a été un bon chef du gouvernement à mon avis, moi qui ne suis pas socialiste. Puis se sont succédés d'autres chefs du gouvernement jusqu'à l'étape actuelle qui définit la Catalogne comme une communauté autonome dans l'État espagnol.

Elle a sa propre démocratie intérieure, avec un parlement qui est élu, habilité à promulguer des lois dans les compétences de la Generalitat – la Generalitat est le nom de la Catalogne politique – et un président. Durant 23 ans le président de la Generalitat a été Jordi Pujol, dont vous avez entendu parler, suivi de Pascual Maragall – le fameux maire des jeux olympiques de 1992 – puis d'un socialiste catalan d'origine andalouse, Montilla, et aujourd'hui d'Artur Mas.

Sous le président Mas – et nous y reviendrons – la situation politique a changé en ce qui concerne l'autonomie. Cette autonomie, peut-être seulement comparable à celle de la Bavière ou de certains *länder* allemands, est aujourd'hui insuffisante pour les Catalans, et je vais vous expliquer, avec prudence et objectivité, pourquoi.

La Catalogne aujourd'hui est autonome dans divers domaines. Ses compétences s'inscrivent dans un cadre espagnol général. En effet, l'Espagne encadre chaque autonomie par des lois générales pour que les politiques ne soient pas excessivement différentes. Nos compétences autonomes sont inscrites dans notre "Statut

d'Autonomie" c'est-à-dire notre constitution, constitution à la rédaction de laquelle, et monsieur le bâtonnier le rappelait dans son introduction, j'ai participé avec d'autres députés de l'époque. Il y a une constitution espagnole et une constitution catalane appelée le "Statut d'Autonomie". C'est en quelque sorte comme une constitution intérieure.

Nos compétences autonomes concernent : la santé ; l'éducation, primaire, secondaire, et les universités ; le droit ; la culture et la police.

Nous avons une langue propre qui est le catalan. Le statut d'autonomie reconnaît que la langue de la Catalogne est le catalan et qu'il y a une autre langue officielle qui est le castillan ou espagnol, la langue générale de l'État. Le castillan est le moyen de communication entre les différents peuples de l'état. Donc nous avons deux langues officielles, le catalan et l'espagnol. Mais l'éducation, et c'est un grand sujet de débat aujourd'hui, se fait en catalan. Les cours de mathématiques, de physique, de chimie, de géographie ou d'histoire sont donnés en catalan et il y a de nombreuses heures réservées à l'apprentissage du castillan. Le castillan, ou espagnol, est une langue universelle de communication mondiale, il y a dans le monde 400 millions de personnes qui parlent espagnol – en Amérique Latine notamment – et le catalaniste que je suis pense sincèrement que nous ne pouvons pas y renoncer. Notre désir est que les élèves catalans soient aussi bien formés en catalan qu'en espagnol, ce que, jusqu'à maintenant, nous avons réussi. Ceci est un des débats essentiels à l'heure actuelle.

Nous avons 20 000 policiers en Catalogne qui dépendent de notre gouvernement et qui traitent toutes les affaires intérieures. Les problèmes avec les autres communautés espagnoles ou avec l'étranger sont entre les mains de la police d'Etat.

Jordi Pujol a construit l'autonomie catalane avec une volonté claire, et malgré de nombreux conflits politiques, de préserver l'identité catalane et ce dans sa langue, dans sa culture, dans son droit, dans son histoire, dans son enseignement, tout en faisant partie de l'Espagne. Une autonomie catalane devenue un état démocratique et moderne. Et dotée d'une puissance économique considérable.

Pendant ces dernières années, l'Espagne s'est développée à un rythme très important, supérieur à la moyenne européenne, mais, et c'est pour cela que nous sommes actuellement dans une situation extrêmement difficile, cela s'est fait sur une croissance basée sur l'immobilier. Les prix de l'immobilier en Espagne étaient plus bas que dans le reste de l'Europe, l'Espagne possède de nombreux kilomètres de côtes, c'est un pays touristique de premier ordre convoité par l'Europe et par le monde et de nombreux retraités allemands, hollandais, belges ou français ont construit ou acheté des résidences secondaires sur la côte. Mais cet essor économique extraordinaire dépendait d'une seule activité, même si s'en sont suivis des commerces, des services etc...

Avec cet immobilier comme principal moteur de la croissance, nous sommes arrivés à un niveau de vie presque égal à celui de l'Italie, nous nous sommes rapprochés de la France. Mais cette croissance un peu spéculative n'était pas basée sur la compétitivité, sur la technologie, sur des exportations solides, corrélées à une industrie compétitive. Nous avons cru au "miracle espagnol" mais la crise est arrivée, mondiale d'abord avec les banques américaines, européennes ensuite et plus forte en Espagne parce que précisément nous n'avions pas d'industrie compétitive – nous y reviendrons.

Nous avons l'ambition de faire partie de l'état espagnol mais d'une façon différente, originale, sans être contraints de devenir des Castillans et en restant des Catalans, en conservant notre langue, notre culture, nos droits, en un mot, notre identité. Ceci a été très difficile. Cette volonté, non seulement de faire partie de l'état espagnol mais aussi de lui insuffler une certaine force tant sur le plan politique qu'économique a toujours été revendiquée clairement par le parti politique *Convergencia* parti qui gouvernait la Catalogne à cette époque, parti du Président Pujol, parti auquel j'appartiens. À une époque où Felipe Gonzalez, confronté à d'importants problèmes d'intégration en Europe, n'avait pas la majorité absolue, nous lui avons donné les voix pour qu'il puisse gouverner. Lorsque le président du gouvernement de droite qui lui a succédé, Aznar, avait besoin de nos voix, là encore nous les avons données et ce pour le bien de l'Espagne. Imaginez-vous! Cela revient à dire que nous nous sommes alliés avec la gauche socialiste et avec la droite du parti populaire ! – parti qui actuellement gouverne l'Espagne.

Cette autonomie qui avait trouvé, tant bien que mal, son équilibre dans l'État espagnol, a beaucoup changé, et je vais vous expliquer les raisons de ce changement.

Avant d'aborder la question politique actuelle des revendications d'indépendance, il faut rappeler quelques données économiques. La Catalogne représente 16% de la population espagnole, mais elle représente 19 à 20% du PIB, c'est-à-dire que sa force économique est supérieure en termes de pourcentage à sa population. Elle représente 25% de l'industrie espagnole. Son marché était essentiellement le marché espagnol. La Catalogne avait su protéger les frontières de l'Espagne grâce à des droits de douane très élevés pour empêcher l'entrée de produits étrangers se réservant ainsi le marché espagnol et devenant dès lors une des régions les plus riches d'Espagne. Les Catalans n'ont pas toujours été des anges, ils ont joué leur jeu, il faut le reconnaître! Mais ce jeu est maintenant terminé parce que l'intégration dans l'Union Européenne a mis en place la libre circulation des services et des biens, ainsi que la libre circulation des personnes. La Catalogne représente 30% du commerce extérieur, c'est-à-dire 30% de l'exportation, parce que pendant ce temps de crise, la Catalogne a su s'ouvrir au monde et exporter non seulement en Europe (la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni sont ses principaux clients) mais aussi vers les pays émergents. L'Europe est également en crise, l'Allemagne elle-même est sur le point d'entrer en récession. Nous exportons de plus en plus dans les pays émergents, Brésil, Russie, Inde et Chine (le fameux BRIC), plus aujourd'hui que vers l'Europe.

Dans tout cela, l'agriculture représente 1% du PIB, l'industrie 20,5%, la construction (qui est aujourd'hui en panne) 10,5% et les services 68%. Dans les services, il y a le tourisme, la Catalogne est la première puissance touristique d'Espagne, suivie des Baléares, des Canaries, de Madrid.

Notre PIB est de 28 270 euros par personne, ce qui est assez élevé. Il est 14,4% au-dessus de la moyenne européenne. La Catalogne est au-dessus de la moyenne européenne en termes de richesse.

Et cependant – et c'est là la contradiction de la Catalogne – elle a beaucoup de difficultés économiques et financières dans ses rapports avec l'Espagne. C'est un pays riche à l'intérieur de l'Espagne mais à qui on demande de donner d'avantage que ce qu'elle reçoit. Nous y reviendrons. C'est cette contradiction qui fait de la situation de la Catalogne un sujet un peu surréaliste, mais nous sommes le pays du surréalisme, le pays de Dali !

En pouvoir d'achat standard par habitant, en mai 2010, la Catalogne est derrière l'Allemagne et devant la Finlande. Donc, dans l'Europe d'aujourd'hui, la Catalogne seule serait un pays riche. Néanmoins cette analyse doit être rectifiée car il est inexact de comparer la Catalogne à l'Allemagne. Il faudrait comparer la Catalogne à la région la plus riche d'Allemagne, qui est peut-être la région de Düsseldorf et de Francfort. De la même manière, si on compare la Catalogne à l'Île-de-France, qui est la zone la plus riche de France, elle dégringole. Si on la compare au Royaume-Uni, la Catalogne est au-dessus mais si on la compare au grand Londres, elle est loin derrière. Par contre si je compare à des pays comme la Finlande, comme le Danemark, comme l'Autriche, peut-être même comme la Belgique et la Hollande, ce sont des comparaisons plus solides et la Catalogne se place au-dessus de la Finlande, au-dessus du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie, ce qui est extraordinaire. Cela vous montre que la Catalogne est un pays riche.

Mais le domaine dans lequel la Catalogne est actuellement très mal en point, c'est la question de l'endettement. Entre les deux gouvernements de *Convergencia*, celui de Pujol et celui de l'actuel Président Mas, sous un gouvernement de gauche constitué de socialistes, de communistes et de nationalistes de gauche, l'endettement de la Catalogne a considérablement augmenté. L'endettement de l'Espagne augmente par la baisse des recettes en cette période de crise, d'où des coupes budgétaires, difficiles à supporter pour la population et lentes quant à leurs résultats. Ces coupes budgétaires touchent des domaines essentiels comme la santé, l'enseignement et les services sociaux. Les salaires sont amputés, la prime supplémentaire de Noël aux fonctionnaires a été supprimée en Catalogne, les frais de pharmacie sont remboursés avec retard.

Si la Catalogne reste riche grâce à son secteur privé, son secteur public est ruiné. C'est ainsi que s'explique cette situation contradictoire.

L'Espagne dans son ensemble a le taux de chômage le plus élevé d'Europe. On en est, selon les chiffres de Bruxelles, à 25% et il est prévu qu'on arrivera à 27%. La Catalogne est à 24%. Ceci est une situation intenable, mais qui étonnamment tient pour l'instant. Évidemment, il y a des grèves, des manifestations mais il n'y a pas d'explosion sociale comme on pourrait s'y attendre. Ceci à cause du travail *au noir* qui est très élevé, comme en Italie, à cause du réseau familial qui fonctionne très bien en Espagne. Dans cette Espagne qui a vu ses valeurs religieuses et morales s'effondrer durant ces dernières années, et c'est en partie une bonne chose, la famille tient encore, et dans ces moments difficiles les familles s'entraident. Des retraités percevant de très modestes retraites soutiennent, quant à l'essentiel, leurs fils et petits-fils. Et ça fonctionne ! De nombreux centres d'assistance sociale se sont créés, l'église catholique s'est réveillée et distribue des denrées alimentaires. Beaucoup, parmi les classes moyennes sont devenus pauvres.

Dans cette situation difficile mais encore possible, on voit s'amorcer depuis peu une ébauche de changement. Les économistes annoncent pour 2014 une légère reprise, néanmoins pas suffisante pour réduire le chômage. On aura peut-être la bonne surprise d'une légère reprise de la croissance. La croissance remonterait à 0,2-0,3% alors que l'on est en récession, je pense que l'on peut être légèrement optimiste.

En plus des exportations qui représentent 30% du commerce extérieur espagnol comme nous venons de le voir, il y a un autre secteur qui est très favorable à la Catalogne, le tourisme.

Au milieu du désastre actuel, l'Espagne maintient trois secteurs favorables : les exportations (surtout importantes en Catalogne) le tourisme (qui se maintient en Espagne et qui augmente en Catalogne) et l'entrée de capitaux étrangers. Après un temps d'importantes sorties de capitaux, ces capitaux nous reviennent surtout des pays émergents. Ces pays considèrent que l'Espagne a touché le fond, sur le plan immobilier et autres, qu'elle ne descendra pas plus bas et ils commencent à investir, à acheter des bons d'état, à acheter de l'immobilier.

Évidemment tout cela n'est qu'un début mais cela se maintient déjà depuis quelques mois.

En résumé, récession, endettement, chômage et pour la Catalogne remontées des exportations et du tourisme.

Par ailleurs toutes les enquêtes s'accordent sur le fait que la ville de Barcelone est très bien située parmi les villes européennes. Barcelone est une ville touristique impressionnante, les gens qui fréquentaient auparavant les côtes, la *Costa Brava*, la *Costa Daurada* sont maintenant attirés par la ville et la croissance des hôtels en témoigne. Tant pour l'installation professionnelle que pour la qualité de vie, Barcelone arrive, dans les enquêtes, immédiatement après les deux monstres européens que sont Paris et Londres, avant des villes comme Rome, Milan, ou Madrid. Barcelone a connu un développement touristique considérable à partir des Jeux olympiques de 1992, de nombreux hôtels se sont construits. Des hôtels de 2-3 étoiles mais aussi de 4-5 étoiles sortent de terre en permanence. Il y a actuellement une douzaine d'hôtels 5 étoiles sur le point d'être terminés. Cela est, bien sûr, un atout considérable.

Nous en arrivons maintenant à la partie la plus délicate, que je vais essayer de décrire le plus objectivement possible.

Entre les deux gouvernements de *Convergencia*, entre les présidents Pujol et Mas, le parti au pouvoir a réécrit notre Statut d'Autonomie. Il a considéré que le Statut d'Autonomie de 1979 était trop ancien, que le président Pujol, qui se prétendait très catalaniste, n'avait néanmoins pas changé suffisamment et qu'il était temps de le modifier. Le nouveau Statut d'Autonomie a été voté par 90% des députés au parlement catalan et a été un succès. On a connu une période d'exaltation typiquement catalane. Ce statut d'autonomie dit que la Catalogne est une nation dans l'état espagnol, jusque là tout le monde était d'accord, tout le monde, ou presque, est encore d'accord aujourd'hui, que l'éducation en catalan doit se faire avec des garanties nouvelles, que les recettes doivent être partagées à 50-50 entre l'état espagnol et la Catalogne, que l'impôt indirect, la TVA doit être partagée aussi à 50-50, et que la solidarité – et c'est là le grand sujet – de la Catalogne vis à vis des autres régions comme l'Andalousie par exemple doit être revue. Cette solidarité nous coûte 16 500 millions d'euros par an. C'est-à-dire que la Catalogne paye 19,5% et reçoit moins de 16%, la différence est de 16 500 millions d'euros. 16 500 millions que la Catalogne perd chaque année pour aider les régions plus pauvres qui, avec cet argent, deviennent plus riches qu'elle. La Catalogne est la troisième région – région entre guillemets puisque les Catalans croient qu'ils sont une nation – quant à l'impôt payé, après Madrid, et elle est la neuvième quant à l'argent reçu. Des régions beaucoup plus pauvres comme l'Estramadure ou l'Andalousie reçoivent plus d'argent par habitant que la Catalogne qui est une des régions qui apporte le plus : différence 16 500 millions.

Ceci a mis en feu la Catalogne. Alors que la Catalogne avait déjà voté son nouveau Statut d'Autonomie, celui-ci a été fortement affaibli par le tribunal constitutionnel qui est hautement politisé et au service du gouvernement central. Bien que tout le monde n'ait pas la même analyse, des études sérieuses confirment que nous donnons chaque année 16 500 millions d'euros pour une redistribution d'aides publiques à des entreprises et des citoyens alors que les mêmes entreprises et citoyens sont de fait plus faibles en Catalogne. La Catalogne se maintient grâce à son secteur privé d'industrie et de tourisme mais ce déséquilibre dans le domaine public lui assène un coup terrible.

Face à cette situation, le président Mas a souhaité rencontrer le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy du parti populaire et il lui a demandé que la Catalogne bénéficie d'un "pacte fiscal". Selon ce pacte, avec la recette des impôts directs et indirects elle ferait face à ses dépenses et elle paierait ensuite sa part pour les compétences générales de l'état ainsi qu'un pourcentage de solidarité pour les régions plus pauvres. Concernant les Länder en Allemagne, ce pourcentage de solidarité est de 4%. Le pourcentage de solidarité de la Catalogne envers le reste de l'Espagne est de 8,5%. La Catalogne accepte, bien sûr, de maintenir la solidarité, mais elle demande de diminuer à 4 ou 5% cette solidarité pour combler ainsi une partie des 16 500 euros. Le fait de conserver les recettes d'abord et de faire face aux dépenses et aux dépenses générales de l'état ensuite est en place dans deux régions espagnoles, le Pays Basque et la Navarre, et de plus ces régions ne paient rien au point de vue solidarité. La Catalogne, par sa tradition, par la composition de sa population, accepte de payer cette solidarité. Le Pays Basque et la Navarre ont bénéficié de ce système après trois guerres civiles contre l'état espagnol au XIX^e siècle et après un accord avec le gouvernement espagnol. Franco avait supprimé ce privilège aux provinces basques qui avaient lutté contre lui et il l'avait maintenu pour les provinces basques et navarraises qui lui avaient été fidèles, mais la démocratie a rétabli cela.

Lorsque le président Mas est allé voir le président Rajoy, la réponse a été "non". En sortant de cette réunion, Mas est allé à la délégation du gouvernement catalan à Madrid – pour traiter les affaires catalanes et rétablir les liens lorsqu'ils se distendent, nous sommes présents à Madrid – et lors d'une conférence de presse il a annoncé: "puisque'on ne nous donne rien, puisque'on nous prend cet argent, puisque chaque proposition de la Catalogne reçoit une réponse négative, nous allons travailler vers un état catalan indépendant de l'Espagne". Ceci évidemment a été reçu par l'Espagne comme une bombe atomique.

Le 11 septembre 2012, jour de la fête nationale catalane – qui est en fait la célébration d'une défaite parce que nous n'avons pas eu beaucoup de victoires et que nous fêtons donc la défaite la plus noble que nous ayons eue, ce qui vous montre également un certain trait de caractère – un million et demi de personnes sont descendues dans la rue avec des drapeaux étoilés symboles de l'indépendance. J'y suis allé. Ça a été impressionnant. Cette manifestation était organisée par des associations de la société civile et non par des partis. Cela a été tellement impressionnant que le président Mas a entamé alors un chemin vers l'indépendance. Il y avait à cette manifestation beaucoup d'indépendantistes qui protestaient contre la situation économique, les impôts et qui pensaient qu'avec un état indépendant la situation économique allait s'améliorer, qu'il y aurait moins de coupes budgétaires dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de la culture, des services sociaux. Alors

Mas, qui avait 62 députés – la majorité étant à 68 – a pris la décision de convoquer des élections anticipées deux ans avant l'échéance. Certainement pensait-il obtenir 70 ou 75 députés au lieu des 62 qu'il avait et qu'avec l'aide d'autres partis il pourrait continuer son chemin vers l'indépendance. Grande surprise, la nuit des élections on a découvert qu'il était tombé de 62 députés à 50. *Convergencia*, le parti du président Mas n'était pas indépendantiste, il prônait l'autonomie dans l'état espagnol. *Esquerra Republicana*, la gauche républicaine, parti pur et dur de l'indépendance, est monté alors à 21 députés. La coalition des deux partis leur donne la majorité absolue et leur permet de poursuivre leur chemin vers l'indépendance. Chose curieuse, les enquêtes continuent à donner un grand nombre de sièges à la gauche républicaine indépendantiste qui serait aujourd'hui le premier parti catalan en cas d'élections.

Mas poursuit sa route hors de l'autorité espagnole et il décide de faire un référendum sur "le droit à décider". Ce référendum permettrait de choisir entre le fait de devenir un nouvel état européen ou de rester une autonomie (ou de revenir en arrière, et d'appartenir à une Espagne centralisée).

Les socialistes sont pour le référendum mais annoncent qu'ils voteront "non" à l'indépendance, Mas et la gauche républicaine sont pour le référendum et voteront "oui".

Quelques mots sur ce référendum. Dans un pays comme l'Espagne qui est, selon sa constitution, un Etat uni, un pays dont le roi et l'armée garantissent l'unité, un référendum ne peut se faire légalement qu'avec l'accord du gouvernement espagnol, comme pour le Royaume-Uni où Cameron a donné son accord à Salmond pour le référendum sur l'avenir de l'Écosse. Or le chef du gouvernement espagnol a annoncé à plusieurs reprises et très clairement qu'il ne donnera jamais son autorisation pour ce référendum. Alors Mas et la Gauche républicaine envisagent de faire une loi permettant une consultation. Le parlement catalan a la compétence pour faire une loi sur les consultations mais uniquement sur les sujets qui sont dans les compétences de son gouvernement. Or selon la constitution, l'indépendance de la Catalogne n'est pas une compétence de la Catalogne mais une compétence de l'Etat espagnol. Ils sont en train d'y travailler, mais cette loi sera suspendue. La gauche républicaine envisage de faire une déclaration unilatérale du Parlement de la Catalogne, mais ceci entraînerait un conflit grave avec l'Etat. Le sujet est dans une impasse, la situation est très compliquée, situation sur laquelle on ne peut pas être absolument optimiste. Les espoirs créés au moment de la grande manifestation de 2012 s'amenuisent, mais une manifestation n'a pas de véritable influence, ce qui compte, en démocratie, c'est le vote à bulletins secrets. Mas va de l'avant avec beaucoup de difficultés, et s'il ne peut pas faire un référendum, il convoquera des élections anticipées.

L'Europe pourrait-elle nous aider ? L'Europe ne veut pas un problème de plus comme celui de la Grande-Bretagne avec l'Ecosse, celui de la Belgique avec les Wallons et les Flamands, ou d'autres qui peuvent se réveiller on ne sait où. L'Europe a beaucoup de difficultés face à la crise économique qui est prioritaire et la Catalogne ne peut trouver là de grands appuis. Cependant elle les cherche. Cameron peut-être pourrait parler d'elle favorablement puisqu'il a autorisé un référendum à propos de l'Ecosse.

Vous comprenez pourquoi au début de ma conférence je vous ai dit que c'était un sujet surréaliste pour vous, français, qui êtes loin de toutes ces préoccupations et qui peut-être ne les comprenez pas. La France a résolu ses problèmes il y a plusieurs siècles, elle a des Catalans sur son territoire, elle a des Basques, elle a des Bretons

et des Corses. La France ne s'est pas prononcée sur le problème catalan, elle n'a rien dit contre ou pour l'indépendance, l'Allemagne non plus, le Royaume-Uni est favorable, l'Italie n'a rien dit.

Tout le monde attend de voir ce qui va se passer.